



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE
LA PROTECTION DES
POPULATIONS**

Service protection de l'Environnement
Industriel et Agricole

REF : LB

Annecy, le 9 novembre 2010

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Chevalier de la Légion d'Honneur

ARRETE DDPP N° 2010.266

Mise en demeure - Société ORELEC à PUBLIER

VU les dispositions du Code de l'environnement, et notamment son article L514-1 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 24 juillet 2009 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 17 mars 2008 portant nomination de M. Jean-François RAFFY, Sous-Préfet, en qualité de Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90 - 1195 du 1er août 1990 autorisant la société ORELEC à exploiter un atelier de traitement de surface sur le territoire de la commune de PUBLIER, en zone industrielle "Les Genevrilles" ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2000 - 2929 du 11 décembre 2000 autorisant la société ORELEC à exploiter un atelier de traitement de surface sur le territoire de la commune de PUBLIER, en zone industrielle "Les Genevrilles", sur les parcelles 301p, 305, 306 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2002 - 5 du 3 janvier 2002 modifiant l'arrêté préfectoral n° 90 - 1195 du 1er août 1990 ;

Considérant que les anomalies constatées par l'inspection des installations classées constituent autant d'observations des prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral 2000 - 2929 du 11 décembre 2000 ;

Considérant qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement, et de mettre en demeure de satisfaire à cette obligation dans un délai déterminé ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 octobre 2010 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : La société ORELEC est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 2-3, 2-4-3 et 3-3 de l'arrêté préfectoral n° 2000 - 2929 du 11 décembre 2000, notamment en mettant en œuvre les dispositions suivantes :

- prendre les dispositions nécessaires pour qu'en sortie de la tour de lavage, la concentration en cyanures des rejets atmosphériques soit inférieure à 1 mg/Nm³ (article 3-3) ;
- transmettre à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles trimestriels sur les paramètres cités à l'article 2.4.2 dans les eaux résiduaires dès qu'ils seront en sa possession (article 2-4-3);
- prendre les dispositions nécessaires pour que les concentrations et les flux en cyanures, cuivre et nickel dans les eaux résiduaires soient en toutes circonstances inférieurs aux valeurs suivantes (article 2-3) :

Paramètres	Concentration moyenne sur 24 heures en mg/l	Flux sur 24 heures consécutives
Cu	0.5	55
Ni	0.5	55
CN	0.1	11

Article 2 : La société ORELEC est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 20, 33 et 34 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées notamment en mettant en œuvre les dispositions suivantes :

- effectuer trimestriellement dans les eaux résiduaires des mesures de concentration et de flux en azote global, AOX et tributylphosphates par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées ;
- transmettre à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles trimestriels sur l'azote global, les AOX et les tributylphosphates dès qu'ils seront en sa possession.

Article 3 : La société ORELEC est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4-9 de l'arrêté préfectoral n° 90 - 1195 du 1er août 1990 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2002 - 5 du 3 janvier 2002 en faisant subir au collecteur principal un contrôle d'étanchéité par un organisme extérieur spécialisé.

Article 4 : Le coût des mesures mises en œuvre pour le respect des prescriptions de l'article 1 ci-dessus est à la charge de l'exploitant.

Article 5 : En cas d'inobservation des dispositions fixées à l'article 1 ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

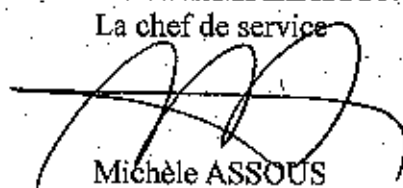
Article 6 : Le présent arrêté sera notifié au président de la société ORELEC.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute Savoie, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la région Rhône-Alpes, et Madame la Directrice départementale de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, et dont une ampliation sera adressée à monsieur le maire de PUBLIER.

POUR AMPLIATION

La chef de service



Michèle ASSOUS



Pour le Préfet,
Le Secrétaire général

Signé Jean-François RAFFY

